



Organisation
internationale
du Travail



Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2024

Des emplois décents pour un avenir meilleur

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Édition du 20^e anniversaire

Cette publication marque le 20^e anniversaire du rapport annuel de l'OIT intitulé *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes*. Depuis vingt ans, l'objectif de ce rapport est de donner des informations opportunes et pertinentes sur la capacité des jeunes à trouver un emploi décent. Pour ce faire, la nature, la localisation et les causes des vulnérabilités de cette frange de la population sur le marché du travail ont été analysées, et des mesures ainsi que des interventions destinées à favoriser la création d'emplois pour les jeunes et mettre ces derniers sur la voie d'un avenir prometteur ont été mises en avant dans les rapports successifs. Cette publication anniversaire revient sur ce qui a été fait depuis l'aube du XXI^e siècle et se penche également sur l'évolution possible de l'emploi des jeunes dans une époque caractérisée par les crises et les incertitudes.

La relance postpandémie et les perspectives pour les jeunes sur le marché du travail

Les jeunes entrants sur le marché du travail ont bénéficié de la période de relance qui a suivi la crise causée par la pandémie de COVID-19.

Plus de quatre ans après le début de la pandémie de COVID-19, les perspectives se sont considérablement améliorées sur le marché du travail pour les jeunes de 15 à 24 ans¹. Une croissance économique solide et un fort rebond de la demande de main-d'œuvre ont profité aux jeunes entrants sur le marché du travail dans le contexte de l'après-crise. En 2023, le taux de chômage des jeunes dans le monde s'établissait à 13 pour cent, soit le taux le plus bas mesuré en quinze ans. Quant au nombre total de jeunes chômeurs dans le monde, il s'élevait à 64,9 millions, soit l'effectif le plus bas observé depuis 2000. Dans le même temps, on a observé un rebond du ratio emploi/population des jeunes (35 pour cent) en 2023, car de nombreux jeunes qui s'étaient temporairement retirés du marché du travail ou qui avaient perdu leur emploi pendant la pandémie ont repris une activité (ou ont trouvé leur premier emploi).

La relance n'a toutefois pas profité à tout le monde selon l'origine géographique ou le genre.

En 2023, le taux de chômage des jeunes est revenu à son niveau d'avant la crise, voire est passé au-dessous, dans la plupart des sous-régions, mais pas dans toutes. Dans les États arabes, en Asie de l'Est ainsi que dans la sous-région Asie du Sud-Est et Pacifique, le taux de chômage des jeunes en 2023 était supérieur à son niveau de 2019. Pour ce qui est des États arabes, ce taux a poursuivi une hausse amorcée avant la pandémie de COVID-19. Pour les deux sous-régions asiatiques, en revanche, cette hausse représente un changement de direction par rapport aux années antérieures à la crise, lorsque les taux de croissance économique – et de création d'emplois pour les jeunes – étaient plus robustes.

La reprise sur le marché du travail a davantage profité aux jeunes hommes qu'aux jeunes femmes. Durant la décennie qui a précédé la pandémie (2009-2019), le taux de chômage des jeunes hommes dans le monde était supérieur de 0,7 point en moyenne à celui des jeunes femmes. À partir du pic de la crise pandémique et jusqu'en 2023, les taux de chômage des jeunes hommes et des jeunes femmes ont convergé pour s'établir à 12,9 pour cent pour les jeunes femmes et 13 pour cent pour les jeunes hommes. Les jeunes femmes ont donc été doublement désavantagées. Le taux de chômage des jeunes a tout d'abord augmenté plus fortement pour les femmes que pour les hommes pendant la crise pandémique, puis la baisse de ce taux a été plus faible pour les femmes que pour les hommes durant la période de relance.

1 Dans ce rapport, le terme «jeunes» fait référence aux personnes âgées de 15 à 24 ans, sauf indication contraire.

Si les nouvelles sont bonnes sur le front du chômage pour les jeunes en général, elles le sont moins pour les jeunes NEET.

La tendance à la baisse du taux de chômage des jeunes dans la plupart des régions – mais pas dans toutes – est une bonne nouvelle. Cela étant, le chômage n'est pas le seul indicateur de la difficulté des jeunes à réussir dans le monde du travail. Si seulement 6 pour cent des jeunes étaient au chômage en 2023 dans le monde, une part beaucoup plus importante – 20,4 pour cent – ne travaillait pas et ne suivait ni études ni formation (NEET pour *neither in employment, education or training*). Cela dresse un tableau beaucoup plus large de l'exclusion du marché du travail chez les jeunes et alerte par ailleurs sur le fait que des occasions de développer le capital humain ont été perdues.

Les progrès concernant la cible 8.6 des objectifs de développement durable (ODD) – D'ici à 2020, réduire nettement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation – ont été mitigés et ont plutôt été enregistrés dans les économies avancées. Le rapport indique qu'un jeune sur trois (33 pour cent) dans le monde vit dans un pays qui n'a pas atteint son objectif de réduction du taux de NEET chez les jeunes. Ce qui est particulièrement préoccupant, c'est que les pays dans lesquels on observe le moins de progrès sont des pays à faible revenu et des pays situés dans des sous-régions où ces taux étaient déjà parmi les plus élevés au monde (à savoir les États arabes, l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne).

Le fait qu'à l'échelle mondiale les jeunes NEET sont encore majoritairement des femmes est une autre source de préoccupation. Non seulement deux jeunes NEET sur trois sont des femmes, mais le taux de NEET chez les jeunes femmes est également deux fois supérieur à celui des jeunes hommes (28,1 et 13,1 pour cent respectivement en 2023).

Avec les temps incertains qui s'annoncent, le bien-être des jeunes devient une préoccupation croissante.

Au cours des deux prochaines années, le taux de chômage des jeunes dans le monde devrait encore diminuer pour s'établir à 12,8 pour cent en 2024 et 2025. Même si l'on s'attend à une légère baisse des taux par rapport à 2023 dans les États arabes, en Asie de l'Est et dans la sous-région Asie du Sud-Est et Pacifique, ceux-ci devraient rester supérieurs à leurs niveaux antérieurs à la crise. Dans les deux prochaines années, les taux de chômage des jeunes historiquement bas enregistrés en Amérique du Nord ainsi qu'en Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest devraient remonter.

Malgré les signaux favorables renvoyés par les indicateurs de l'économie mondiale et du marché du travail, les jeunes d'aujourd'hui montrent des signes d'anxiété croissante quant à leur avenir. Les enquêtes mentionnées dans ce rapport indiquent que de nombreux jeunes se sentent aujourd'hui stressés par plusieurs facteurs comme la crainte de perdre son emploi, la stabilité de l'emploi, l'état de l'économie, le manque de mobilité sociale entre les générations ou encore la possibilité même d'acquiescer son indépendance financière. Qu'elle corresponde ou non à la réalité, l'idée que se font les jeunes de leur avenir joue un rôle important dans leur bien-être personnel, leur niveau de motivation et les décisions qu'ils vont prendre concernant leur parcours éducatif, leur rapport au marché du travail et leur engagement civique.

Pour soulager ces angoisses, les institutions vont devoir aider les jeunes à gérer les phases compliquées que sont l'entrée dans la vie active et le passage à l'âge adulte. Faire en sorte que les jeunes gardent espoir en l'avenir doit devenir une mission partagée par tous les segments de la société.

Vingt ans après le premier rapport, qu'est-ce qui a changé s'agissant des perspectives des jeunes sur le marché du travail?

Le deuxième chapitre de cette publication anniversaire décrit l'évolution de l'emploi des jeunes depuis le début du XXI^e siècle, en expliquant comment le contexte qui associe les perspectives des jeunes à leurs performances sur le marché du travail a changé au fil du temps. Les thèmes traités sont notamment les suivants: l'évolution (le cas échéant) vers la réalisation du travail décent pour les jeunes; les mutations intervenues dans la structure sectorielle des emplois occupés par les jeunes; les changements observés dans le niveau d'instruction et les bénéfices tirés de l'éducation; le spectre croissant des conflits; l'influence croissante des évolutions démographiques sur les perspectives d'emploi des jeunes.

Dans la plupart des régions, les jeunes ne parviennent pas à trouver un emploi sûr, et les chances d'y arriver diminuent avec le niveau de revenu du pays.

Dans les pays à faible revenu, seul un jeune adulte sur cinq âgé de 25 à 29 ans parvient à trouver un emploi rémunéré sûr (c'est-à-dire un travail effectué en échange d'un salaire avec un contrat d'une durée supérieure à un an). La situation a peu évolué depuis 2000, si ce n'est une légère baisse de la part des jeunes exerçant une activité indépendante et une augmentation simultanée de la part des jeunes occupant un emploi salarié temporaire, la plupart de ces jeunes passant en fait d'une forme de travail précaire (et informel) à une autre.

Dans les pays à revenu élevé, la part des jeunes adultes qui occupent un emploi rémunéré sûr est nettement plus importante (76 pour cent en 2023). Cela étant, l'incidence du travail temporaire chez les jeunes a aussi augmenté dans ces pays. Selon les sous-régions, entre un cinquième et un quart des jeunes travailleurs adultes occupent actuellement un emploi rémunéré temporaire, une proportion qui a augmenté avec le temps. La tendance mondiale à la précarisation du travail est à l'origine d'une anxiété croissante pour des jeunes qui aspirent à acquérir leur indépendance financière et à passer aux prochaines étapes de leur vie d'adulte.

En Afrique et dans les États arabes, la situation des jeunes ne s'améliore pas.

Dans les États arabes et en Afrique du Nord, les taux de chômage des jeunes restent extrêmement élevés. Dans les deux sous-régions, plus d'un jeune économiquement actif sur trois était au chômage en 2023. Si cette situation représente une amélioration pour l'Afrique du Nord depuis 2000, le taux de chômage des jeunes dans les États arabes a en revanche augmenté de manière constante au cours des deux décennies écoulées. Parallèlement, les ratios emploi/population des jeunes restent extrêmement bas dans les deux sous-régions où moins d'une jeune femme sur dix et moins d'un jeune homme sur trois travaillent. Les ratios emploi/population des jeunes hommes et surtout des jeunes femmes sont très inférieurs aux ratios observés dans d'autres régions. Comme les deux sous-régions ont également les taux de jeunes NEET les plus élevés au monde, il apparaît évident que la plupart des jeunes qui ne travaillent pas ne sont pas non plus scolarisés.

En Afrique subsaharienne, la principale inquiétude n'est pas le chômage des jeunes (qui se situe constamment parmi les plus bas au monde – 8,9 pour cent en 2023), car rares sont les jeunes qui peuvent se permettre de ne pas avoir une quelconque source de revenus issus de leur travail. En 2023, comme au début des années 2000, près de trois jeunes adultes actifs sur quatre en Afrique subsaharienne exerçaient une activité précaire, un travailleur rémunéré sur trois percevait un salaire inférieur au salaire médian et plus d'un jeune actif sur deux gagnait péniblement sa vie dans le secteur agricole. La démographie exerce une pression énorme sur le continent: entre 2023 et 2050, la croissance cumulée de la population active jeune

devrait atteindre 72,6 millions (avec 3,3 millions de jeunes en plus sur le marché du travail en Afrique du Nord). La possibilité pour les pays africains de créer des emplois décents pour autant de jeunes entrants sur le marché du travail dans les deux prochaines décennies est un enjeu mondial. Sur une note plus positive, l'explosion de la population jeune en Afrique pourrait s'avérer être l'atout le plus précieux des régions concernées, alors que d'autres régions du monde font face au vieillissement de leur population et à des pénuries de main-d'œuvre.

Le décalage entre le niveau d'instruction des jeunes et les qualifications requises tend à se creuser, alors que le nombre de jeunes très qualifiés présents sur le marché du travail commence à dépasser le nombre d'emplois disponibles pour cette catégorie de travailleurs dans les pays à revenu intermédiaire.

À l'échelle mondiale, les jeunes d'aujourd'hui ont davantage la possibilité de poursuivre des études. En 2023, la part des jeunes suivant des études ou une formation était de 48 pour cent dans le monde contre 38 pour cent en 2000, soit une forte augmentation. Les taux de scolarisation ont continué d'augmenter partout sauf dans les pays à faible revenu. Pour cette raison, on observe un écart grandissant entre les niveaux de compétence des jeunes adultes selon la catégorie de revenu des pays.

L'amélioration de l'accès à l'éducation observée depuis 2000 s'est accompagnée d'une légère baisse globale du retour sur investissement des études, une situation qui reflète en partie la lenteur des progrès réalisés dans la transformation structurelle des économies en cours de développement. Si la part des jeunes travaillant dans l'industrie a légèrement augmenté au fil du temps, l'emploi des jeunes en dehors de l'agriculture s'est essentiellement déplacé vers le secteur non manufacturier (principalement la construction) et vers les services traditionnels comme le commerce, les transports ou l'hébergement et la restauration. L'ajustement structurel des économies en développement à des secteurs à plus forte valeur ajoutée se fait lentement. Par conséquent, les jeunes des pays en développement trouvent encore principalement du travail dans des métiers peu ou moyennement qualifiés. Le nombre d'emplois très qualifiés disponibles étant limité, la liste des jeunes demandeurs d'emploi qui ont fait des études ne cesse de s'allonger.

Pour compenser le fait qu'il n'est plus aussi avantageux de poursuivre des études supérieures, les pays vont devoir accorder une attention croissante aux politiques et aux programmes capables de stimuler la création d'emplois pour les jeunes ainsi qu'aux politiques qui facilitent la transition des jeunes vers l'emploi productif. Par ailleurs, il est important de garder à l'esprit que, même si le retour sur investissement des études supérieures a quelque peu diminué, les jeunes qui ont fait des études restent ceux qui ont le plus de chances de sortir de l'économie informelle, d'avoir des salaires plus élevés et d'obtenir une certaine stabilité de l'emploi. Autrement dit, une société a globalement plus que jamais intérêt à investir davantage dans l'éducation et la formation des jeunes.

Avec le doublement du nombre de conflits à travers le monde depuis 2010, les moyens de subsistance (et la vie) de 57 millions de jeunes sont menacés.

Le monde est aujourd'hui plus déchiré par les conflits qu'il ne l'était il y a vingt ans, une situation que les jeunes ressentent fortement, qu'ils soient personnellement touchés ou non par les conflits en cours. Selon les estimations de l'OIT, la part des jeunes qui peinent à commencer leur vie active dans les zones touchées par des conflits est passée de 2,9 pour cent en 2002 à 4,6 pour cent vingt ans plus tard. L'absence de perspectives d'emploi dans ces zones peut pousser les jeunes à migrer ou les conduire vers l'extrémisme.

L'évolution démographique devient l'un des principaux facteurs des futures performances des jeunes sur le marché du travail.

L'évolution démographique diamétralement opposée selon les pays et les régions du monde fait partie des mutations intervenues ces vingt dernières années. La difficulté à créer des emplois décents pour les jeunes prend un tout autre sens en Afrique, où l'âge moyen de la population est de 19 ans, par rapport à l'Amérique du Nord, par exemple, où l'âge moyen se situe entre 30 et 49 ans. Avec l'explosion à venir de la population jeune en Afrique, créer des emplois, mais aussi faire des emplois existants des emplois décents pour les jeunes Africains devient un enjeu crucial pour la justice sociale et pour l'avenir de l'économie mondiale.

Dans le même temps, la baisse du nombre de jeunes actifs dans les pays vieillissants exerce une pression d'une autre nature sur les économies et les sociétés concernées. À court terme, les jeunes travailleurs des sociétés vieillissantes pourraient profiter d'une pression à la hausse sur les salaires et de processus de recrutement moins exigeants. En revanche, ils seraient susceptibles à plus long terme d'être exposés à des risques dans des économies qui peinent à maintenir une croissance de la production en raison d'une évolution démographique rapide.

Des emplois décents pour un avenir meilleur – aller de l'avant

Les incertitudes ne manquent pas s'agissant des perspectives économiques et géopolitiques mondiales et de l'avenir du travail, y compris pour ce qui est de l'impact qu'elles auront sur la jeunesse d'aujourd'hui et de demain. Ce qui est certain en revanche, c'est que la capacité des jeunes à participer avec succès ou non au monde du travail (et à la vie citoyenne de manière générale) va fortement déterminer la direction du progrès mondial. Si les jeunes reçoivent le soutien dont ils ont besoin pour garder espoir et s'épanouir dans un emploi décent, l'option d'une croissance productive et inclusive pourrait l'emporter.

Si l'objectif ultime d'un emploi décent et d'un avenir meilleur pour tous les jeunes est difficile à atteindre, il est toutefois possible de tendre vers cet objectif. Les pays et la communauté internationale multilatérale ont répondu à l'appel à l'action lancé en ce sens et ont beaucoup œuvré dans le domaine des politiques de l'emploi des jeunes durant les deux premières décennies du XXI^e siècle. Il va néanmoins falloir en faire davantage, en particulier dans les secteurs d'action suivants, pour promouvoir l'emploi des jeunes et favoriser leur passage à la vie active²:

1. Des politiques de l'emploi et des politiques économiques qui stimulent la création d'emplois et améliorent l'accès au financement.
2. Un système d'enseignement et de formation qui facilite le passage à la vie active et évite l'inadéquation des compétences aux besoins du marché du travail.
3. Des politiques du marché du travail qui ciblent l'emploi des jeunes défavorisés.
4. Des politiques de promotion de l'entrepreneuriat et du travail indépendant pour aider les jeunes entrepreneurs potentiels.
5. Des droits des travailleurs fondés sur les normes internationales du travail pour garantir aux jeunes une égalité de traitement et des droits au travail.

L'appel à investir plus et mieux dans ces cinq secteurs d'action dans le cadre de politiques intégrées pour l'emploi des jeunes reste d'actualité. La communauté multilatérale est ainsi invitée à accroître son niveau d'aide aux pays à revenu faible ou intermédiaire qui peinent à dégager la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour donner la priorité à ces investissements.

2 Les cinq secteurs d'action ont d'abord été définis dans la résolution intitulée «[La crise de l'emploi des jeunes – Appel à l'action](#)», adoptée par les mandants de l'OIT en 2012.

Le rapport définit ainsi les grandes lignes de l'action gouvernementale:

1. Dans tous les secteurs d'action, placer les jeunes au centre de l'élaboration des politiques, et promouvoir ou renforcer des instances de dialogue social qui intègrent les jeunes.
2. Axer davantage les politiques sur la création d'emplois grâce à des politiques macroéconomiques et sectorielles qui répondent aux besoins spécifiques des femmes et des hommes, et veiller à ce que les interventions sur la demande visent directement – et très rapidement – la création d'emplois pour les jeunes femmes.
3. Intensifier les interventions sur l'offre destinées à répondre à la demande de main-d'œuvre et dont l'impact est avéré, notamment par le biais d'institutions renforcées, ainsi que les interventions qui visent à éliminer les obstacles qui empêchent d'accéder à l'éducation et au développement des compétences – en particulier pour les groupes vulnérables – et, ce faisant, à faire baisser le nombre de jeunes NEET.
4. S'attaquer aux inégalités mondiales en améliorant la coopération internationale, les partenariats public-privé et le financement du développement.

Structure du rapport

Ce rapport traite de la situation de l'emploi des jeunes dans le monde en examinant, d'une part, la courte période de la relance d'après-crise (chapitre 1) et, d'autre part, l'évolution du paysage de l'emploi des jeunes au cours des vingt années d'existence de ce rapport (chapitre 2). Le chapitre 3 se penche sur le cadre d'action pour l'emploi des jeunes en étudiant la manière dont la portée et le cadre institutionnel des politiques ont évolué au fil du temps. En guise de conclusion, le chapitre 4 expose les secteurs d'action qui vont nécessiter une attention accrue dans les années à venir pour faciliter la transition des jeunes vers le marché du travail et leur assurer un emploi décent et un avenir meilleur.

Faire avancer la justice sociale, promouvoir le travail décent

L'Organisation internationale du Travail est l'institution des Nations Unies spécialisée dans les questions liées au monde du travail. Elle rassemble gouvernements, employeurs et travailleurs autour d'une approche de l'avenir du travail centrée sur l'humain, en soutenant la création d'emplois, les droits au travail, la protection sociale et le dialogue social.

ilo.org

Organisation internationale du Travail
Route des Morillons 4
1211 Genève 22
Suisse